

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

1.TV-FRANCE-2

25 avril 2021

Dimanche 25 avril 2021 - 9h30 - France 2

1915 : le Génocide des chrétiens en Turquie

Emission du dimanche 25 avril 2021 - 9h30 - France 2 - présentée par Thomas Wallut. Réalisation : Guillaume Juherian.

Voir ou revoir le documentaire :

1915 : le Génocide des chrétiens en Turquie

<https://www.france.tv/.../2399381-1915-le-genocide-des...>

Attention : il faut désormais s'inscrire sur le site France.tv pour pouvoir visionner. C'est gratuit !! (visible monde entier jusqu'au 24 mai)

106 ans après le début du Génocide, Chrétiens Orientaux revient sur l'histoire des chrétiens en Turquie : de quand date leur présence ? quel était leur nombre, leur localisation avant 1915?

L'histoire du Génocide sera décrite par deux historiens. Et, à travers le témoignage de trois familles de rescapés, nous découvrirons l'horreur de cette tragédie.

Malgré la détermination des bourreaux et les 2 millions de morts, les chrétiens sont toujours là... le Génocide n'a pas abouti !

bibliographie : www.chretiensorientaux.com

2.Le Monde

24 avril 2021

Joe Biden reconnaît le génocide arménien, une première pour un président américain

Historique, la décision du président des Etats-Unis a été qualifiée d'« ingérence » par son homologue turc Recep Tayyip Erdogan.

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a reconnu officiellement le génocide

arménien. Dans une déclaration solennelle, le président démocrate a admis, samedi 24 avril, que les massacres et déportations commis à partir de 1915, pendant la première guerre mondiale, par les Ottomans contre les populations arméniennes relevaient du génocide.

« Chaque année en ce jour, nous nous souvenons de la vie de tous ceux qui sont morts lors du génocide arménien de l'ère ottomane et nous nous engageons à nouveau à empêcher qu'une telle atrocité ne se reproduise », a déclaré le président dans un communiqué publié à midi, heure américaine (18 heures à Paris). « Nous ne faisons pas cela pour blâmer mais pour nous assurer que ce qui s'est passé ne se répète jamais », a ajouté le président des Etats-Unis, qui s'est gardé de faire une déclaration orale qui l'implique davantage.

« Renouvelons notre résolution commune d'empêcher que de futures atrocités ne se produisent partout dans le monde. Et poursuivons la guérison et la réconciliation pour tous les peuples du monde. Le peuple américain honore tous ces Arméniens qui ont péri dans le génocide qui a commencé il y a cent six ans aujourd'hui. »

Les présidents américains avaient toujours évité cette reconnaissance formelle pour ne pas irriter leur allié au sein de l'OTAN. Ronald Reagan avait fait référence, le 22 avril 1981, au « génocide des Arméniens », qui fit plus de 1,5 million de victimes, mais il s'agissait d'une incise dans une déclaration commémorant les camps de la mort nazis. Barack Obama l'avait reconnu dans des déclarations de campagne, mais ne l'avait pas fait en tant que président lors de la célébration du centenaire des massacres en 2015. Une trentaine de pays, dont la France, l'Allemagne et la Russie, ont reconnu le génocide, selon l'Armenian National Institute de Washington.

Le président de la République turque, Recep Tayyip Erdogan, a réagi samedi en accusant des « tiers » de s'ingérer dans les affaires de son pays. « Personne ne profite du fait que les débats - qui devraient être tenus par des historiens - soient politisés par des tiers et deviennent un instrument d'ingérence dans notre pays », a-t-il déclaré dans un message adressé au patriarche arménien à Istanbul.

Selon la presse américaine, M. Biden avait prévenu M. Erdogan, vendredi, de son geste à venir. Le sujet ne figurait pas dans le compte rendu de l'entretien entre les deux hommes, le premier depuis que M. Biden a pris ses fonctions en janvier.

La suite est disponible en pièce jointe.

LA TURQUIE SOUDÉE DANS LE DÉNI DES MASSACRES DE 1915 EN ANATOLIE

(L'article est disponible en pièce jointe)

4.Courrier International

25 avril 2021

Génocide arménien : en Turquie, Erdogan fait profil bas, la presse nationaliste se déchaîne (courrierinternational.com)

GÉNOCIDE ARMÉNIEN : EN TURQUIE, ERDOGAN FAIT PROFIL BAS, LA PRESSE NATIONALISTE SE DÉCHAÎNE

La déclaration officielle de Joe Biden le 24 avril, jour de commémoration du génocide arménien, est un symbole fort pour les Arméniens, mais un coup dur pour Ankara. La première reconnaissance formelle du génocide par un président américain est un coup porté à la version officielle de l'histoire turque, qui occulte les massacres organisés en 1915, ayant coûté la vie à plus d'un million d'Arméniens (ainsi qu'à des centaines de milliers de membres d'autres minorités, en particulier grecs et assyriens).

"Le lobby arménien des États-Unis [où une partie des Arméniens se sont réfugiés après le génocide] force la main de Biden et le contraint à respecter ses promesses de campagne", estime le quotidien Hürriyet, qui relaie les inquiétudes d'un ancien diplomate en poste aux États-Unis :

Cette reconnaissance pourrait ouvrir le droit à des citoyens américains d'origine arménienne de demander des réparations, et a le potentiel de créer une cassure durable et irréparable dans les relations entre la Turquie et les États-Unis".

Pourtant, les premières réactions officielles sont restées mesurées. L'ambassadeur américain en Turquie a bien été convoqué et le ministère des Affaires étrangères s'est fendu d'un communiqué, mais le président Erdogan, qui s'était entretenu pour la première fois avec Biden la veille, est resté silencieux.

"Les protestations énergiques attendues de la part du palais présidentiel ne sont pas venues", critique un éditorialiste du média en ligne Arti Gerçek. "Il a visiblement été décidé en haut lieu d'adopter la stratégie de l'autruche. Et comme par hasard, au même moment, le gouvernement annonce, peut-être d'ailleurs avec le feu vert de Biden, le lancement d'une nouvelle opération militaire en Irak [contre la guérilla kurde du PKK]. Car la guerre est tout ce qui lui reste pour cacher ses échecs et tenter de souder le pays dans le nationalisme."

Que Biden "aille au diable"?!

Resté une plaie ouverte, le génocide arménien continue de hanter un pays qui

refuse de se pencher sur ce moment charnière de son histoire, entre l'effondrement de l'Empire ottoman (1908) et la proclamation de la République (1923). Un déni qui persiste dans une majorité de l'opinion publique et la quasi-totalité des partis politiques. Dans ce cadre, la position du HDP, qui rassemble la gauche turque et la minorité kurde, dénote.

"La Turquie refuse depuis 106 ans de faire face au génocide arménien, et ce refus conduit à la reproduction du crime, l'impunité entretenue est aujourd'hui encore la cause d'autres crimes haineux et discriminations", dénonce un communiqué du parti, reproduit par le quotidien Evrensel.

Une position violemment dénoncée, en particulier par la presse islamo-nationaliste, à l'image du quotidien Yeni Safak :

Qu'importe ce que dit Biden... Qu'il aille au diable?! Ce qui compte ce sont ses relais ici même, ce sont les Américains qui se cachent parmi nous. Il est devenu vital d'interdire le HDP, qui présente le pays où il fait de la politique et où ses élus sont payés par l'État comme un pays d'assassins. Il ne faut plus qu'un seul musulman ne leur donne sa voix, ils n'ont qu'à se contenter des votes des Yézidis, des Syriaques, des Chaldéens et des Arméniens. Honte aux partis d'opposition qui se prétendent nationalistes et refusent de condamner ceux qui jettent l'opprobre sur l'Empire ottoman et sur la République turque?!"

5. Les Echos

24 avril 2021

Les investisseurs étrangers se détournent de la Bourse turque | Les Echos

Les investisseurs étrangers se détournent de la Bourse turque

Les ingérences du Président Erdogan dans la politique monétaire ont fait fuir les investisseurs étrangers des marchés turcs. La Bourse d'Istanbul accuse la plus forte chute de l'année parmi les principaux indices mondiaux, le BIST 30 abandonnant près de 14 %.

Le Bosphore ne fait plus rêver les investisseurs étrangers. Les ingérences du président Recep Tayyip Erdogan dans la politique monétaire ont sapé l'attractivité des marchés turcs et la détérioration de la situation sanitaire en Turquie n'a rien arrangé. La dernière menace qui pèse sur la Bourse d'Istanbul vient des Etats-Unis, où le président Biden pourrait reconnaître le génocide arménien. L'indice BIST 30 accuse une chute de près de 14 % depuis le début de l'année, la pire performance parmi plus de 90 indices mondiaux suivis par Bloomberg.

« La démarche de Biden n'est qu'un des nombreux problèmes qui entourent les

marchés turcs, mais il pourrait être l'un des plus symboliques », a déclaré Cristian Maggio de TD Securities à Bloomberg. Toutefois, « l'ampleur de la menace qu'elle peut représenter pour les actifs turcs dépendra de la réponse de la Turquie. Si la réponse est rationnelle et calme, alors le marché est susceptible de l'oublier rapidement, alors qu'une réaction excessive pourrait peser », a-t-il ajouté.

CET ARTICLE EST RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

6.Franceinfo

24 avril 2021

L'Arménie qualifie de "mesure très forte" la reconnaissance par les Etats-Unis du génocide (francetvinfo.fr)

L'Arménie qualifie de "mesure très forte" la reconnaissance par les Etats-Unis du génocide

Joe Biden a reconnu samedi le génocide arménien, devenant le premier président des Etats-Unis à qualifier ainsi la mort d'un million et demi d'Arméniens massacrés par l'Empire ottoman en 1915.

Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a salué samedi 24 avril la décision historique de Joe Biden de reconnaître officiellement le génocide arménien. Il a remercié le président américain de cette "mesure très forte envers la justice et la vérité historique", qui offre un "soutien inestimable aux descendants des victimes du génocide arménien", dans un message sur Facebook. La reconnaissance du génocide constitue "un exemple encourageant pour tous ceux qui veulent bâtir une société internationale juste et tolérante", a encore dit le chef du gouvernement arménien.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a quant à lui accusé des "tiers" de s'ingérer dans les affaires de la Turquie. Son ministre des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a estimé que son pays n'avait "de leçons à recevoir de personne sur son histoire".

7.Rtbf.be

25 avril 2021

La reconnaissance du génocide arménien par Joe Biden: pourquoi maintenant? Trois questions à Vicken Cheterian (rtbf.be)

La reconnaissance du génocide arménien par Joe Biden: pourquoi maintenant? Trois questions à Vicken Cheterian

Le 24 avril marque chaque année la commémoration du début des massacres d'Arméniens par l'empire Ottoman en 1915. Le génocide des Arméniens est

reconnu par une trentaine de pays et la communauté des historiens. Selon les estimations, entre 1,2 million et 1,5 million d'Arméniens ont été tués pendant la Première Guerre mondiale par les troupes de l'Empire ottoman, alors allié à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie. La reconnaissance de ce génocide divise : la Turquie s'y oppose de toutes ses forces, mais depuis un demi-siècle la liste des pays et des parlements qui reconnaissent le génocide des Arméniens s'allonge. Comme promis, le président américain Joe Biden l'a officiellement reconnu, ce que ses prédécesseurs, Barack Obama inclus, ont soigneusement évité de faire pour ne pas fâcher l'allié turc, membre de l'Otan. Ils employaient des paraphrases comme "terrible carnage" ou "catastrophe" pour ne pas prononcer le mot "génocide".

Quels sont les enjeux de cette reconnaissance par le président américain au lendemain d'une guerre entre Arménie et Azerbaïdjan, remportée par cette dernière et où la référence au génocide est revenue. Pour y répondre, trois questions à l'historien chargé de cours à l'Université de Genève et spécialiste du Caucase et du Proche-Orient, Vicken Cheterian.

Pourquoi cette reconnaissance américaine maintenant ?

"Il y a plusieurs raisons. Il y a le personnage de Joe Biden qui a promis cette reconnaissance comme son prédécesseur Barack Obama, sauf qu'à l'époque celui-ci n'a pas eu le courage politique de prononcer le mot 'génocide' pour ne pas fâcher le dirigeant turc Erdogan. S'ajoutent les relations tendues entre Washington et Ankara, ce qui facilite pour le président américain l'utilisation du mot 'génocide'". Le rôle de la diaspora arménienne a aussi joué, ajoute Vicken Cheterian, "pour informer les politiques, l'opinion publique américaine depuis des décennies, et avec son poids politique de la communauté arménienne qui est bien organisée aux Etats-Unis et déterminée".

Voilà qui pourrait accentuer la détérioration de la relation entre Américains et Turcs, du moins "momentanément, estime Vicken Cheterian. "Sur le long terme, ce sont des rapports complexes, avec des intérêts communs et des tensions, et cela fait partie des mouvements de l'histoire".

Quelles suites juridiques le geste de Joe Biden pourrait-il avoir ?

On l'ignore pour l'instant. "Le geste du président américain restera-t-il du domaine des relations publiques ou sera-t-il accompagné de mécanismes juridiques, politiques ? Les Etats-Unis demanderont-ils des concessions, un changement de politique à la Turquie envers les descendants du génocide et envers l'Arménie ?"

C'est tout l'enjeu "des frontières fermées de la Turquie vers l'Arménie, du blocus

imposé à Erevan et de l'implication militaire turque contre l'Arménie comme on l'a vu lors de la guerre du Karabagh", conclut Vicken Cheterian.

Quels sont les liens entre la reconnaissance du génocide des Arméniens avec la guerre qui vient de se terminer entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ?

Auteur de plusieurs études sur le sujet, Vicken Cheterian souligne "l'attitude négationniste développée depuis des décennies par la Turquie, vision reprise par les élites azerbaïdjanaises lors de l'émergence du conflit du Karabagh, une vision extrêmement méprisante de l'Autre arménien. Il faut ajouter que la Turquie depuis les années 1990 a montré une agressivité extrême envers les Arméniens. La Turquie a participé au conflit en envoyant de l'aide à l'Azerbaïdjan. Dans le discours turc, celui d'Erdogan pour marquer la victoire azerbaïdjanaise dans la guerre du Karabagh, les symboles du génocide, les personnages clés dans l'acte génocidaire, sont là. Il y a un lien direct entre le passé et le conflit actuel".

"L'Azerbaïdjan, sa classe politique et son intelligentsia ont adopté une vision de l'Arménien héritée des années 1990, une vision extrêmement dure et négationniste développée en Turquie. Mais entretemps, la Turquie a beaucoup avancé, explique Vicken Cheterian. Une sorte de lutte politique interne en Turquie a permis le développer des discours alternatifs et dissidents et du débat autour du génocide. Des intellectuels turcs reconnaissent le fait historique du génocide des Arméniens. Le mot a été prononcé lors d'une conférence à Istanbul en septembre 2005. Des chercheurs, doctorants turcs font le gros du travail. Même politiquement, le président turc ne considère plus le génocide comme un fantasme, mais évoque une sorte de guerre civile entre différentes communautés. A partir de 2014, il a même adressé ses condoléances aux descendants du génocide. Mais le durcissement du régime Erdogan est en train de censurer ce débat".

La reconnaissance du génocide arménien: état des lieux

Le Congrès américain a reconnu le génocide arménien en décembre 2019 lors d'un vote symbolique. Mais l'administration du président Donald Trump avait dit refuser d'utiliser le mot "génocide".

Les Arméniens estiment qu'un million et demi des leurs a été tué de manière systématique pendant la Première Guerre mondiale par l'Empire ottoman. Ils commémorent ce génocide chaque année le 24 avril.

La Turquie, issue du démantèlement de l'empire en 1920, reconnaît des massacres mais récuse le terme de génocide, évoquant une guerre civile en Anatolie, doublée d'une famine, dans laquelle 300.000 à 500.000 Arméniens et autant de Turcs ont trouvé la mort.

Des affrontements meurtriers avec les Turcs avaient déjà commencé à la fin du XIXe siècle, avec le massacre de 100.000 à 300.000 Arméniens en 1895-1896, selon des sources arméniennes.

Lorsque l'Empire ottoman essuie de lourdes pertes dans les combats de la Grande guerre affectant les provinces arméniennes, les autorités en rejettent la responsabilité sur les Arméniens, qualifiés d'"ennemi intérieur" et accusés de collaboration avec les Russes.

Le 24 avril 1915, des milliers d'Arméniens soupçonnés de sentiments nationaux hostiles au gouvernement central sont arrêtés. Le 26 mai, une loi autorise les déportations "pour des raisons de sécurité intérieure", une autre loi le 13 septembre ordonne la confiscation de leurs biens.

La population arménienne d'Anatolie et de Cilicie (une région intégrée à la Turquie en 1921) est exilée de force dans les déserts de Mésopotamie. Beaucoup sont tués en chemin ou dans des camps, brûlés vifs, noyés, empoisonnés ou victimes du typhus, selon des rapports des diplomates étrangers et des agents de renseignement de l'époque.

En 2000, 126 chercheurs, dont le lauréat du prix Nobel Elie Wiesel, affirment dans un communiqué publié par le New York Times que "le génocide arménien pendant la Première Guerre mondiale est un fait historique incontestable".

Une trentaine de pays

Le 20 avril 1965, l'Uruguay a été le premier pays à reconnaître le génocide arménien.

En France, la reconnaissance est intervenue dans une loi en 2001, et une journée nationale de commémoration a été pour la première fois célébrée le 24 avril 2019. La négation du génocide n'y est cependant pas pénalisée, contrairement à la Suisse, Chypre et la Slovaquie.

Au total, les Parlements d'une trentaine de pays ont voté des lois, résolutions ou motions reconnaissant explicitement le génocide arménien : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chypre, Etats-Unis, France, Grèce, Italie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Russie, Slovaquie, Suède, Suisse, Uruguay, Vatican, Venezuela. En février 2020, c'est dans un contexte que fortes tensions entre Damas et Ankara que le Parlement syrien l'a officiellement reconnu.

Ces votes, émanant parfois seulement d'une des chambres du Parlement et avec lesquels les gouvernements peuvent prendre leurs distances, ont des portées juridiques très diverses.

Le Parlement européen a reconnu le génocide arménien en 1987.

Parmi les pays où a récemment été votée une résolution reconnaissant le génocide figurent les Pays-Bas en 2018 et le Portugal en 2019. En Allemagne, le Bundestag, la chambre basse, a aussi adopté une résolution en 2016, qualifiée de non contraignante par la chancelière Angela Merkel.

Le 24 avril 2015, en pleine commémoration par l'Arménie du 100e anniversaire du génocide, le pape François a parlé de "premier génocide du XXe siècle".

8.LeJDD.fr

25 avril 2021

Quelles seront les conséquences de la reconnaissance du génocide arménien par les Etats-Unis?

Après quelque 30 pays dont la France, c'était désormais au tour des Etats-Unis, samedi, de reconnaître le génocide arménien, soit le massacre systématique de 1 million et demi de personnes par les troupes de l'Empire ottoman entre 1915 et 1917. Le démocrate Joe Biden est devenu ainsi le premier président américain à soutenir ce que son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, a encore dénoncé jeudi comme un "mensonge". Une décision sans portée légale mais plus que symbolique, d'autant que ce triste événement est commémoré précisément chaque 24 avril, cette date marquant le début des tueries.

Dans un échange vendredi par téléphone avec le chef de l'État turc, le locataire de la Maison-Blanche avait pourtant exprimé sa volonté de bâtir une "relation bilatérale constructive" entre les deux pays, avec une "gestion efficace des désaccords". Autant dire que cette reconnaissance, sujet ultra-sensible en Turquie, ne devrait pas apaiser les tensions existantes, alors que d'autres dossiers délicats sont en suspens, comme "le soutien américain aux organisations terroristes PKK-PYD [forces kurdes] en Syrie", selon les mots d'Erdogan, ou la présence outre-Atlantique du mouvement de Fethullah Gülen, son ennemi juré.

Une "défaite diplomatique" pour Ankara

Cette décision est pourtant tout sauf une surprise : Joe Biden avait promis lors de sa campagne de prendre une initiative sur ce dossier. Malgré des années de pressions de la communauté arménienne aux États-Unis, aucun président américain ne s'était jusqu'ici risqué à fâcher Ankara, allié historique de Washington et membre de l'Otan. Le Congrès américain avait bien reconnu le génocide arménien en décembre 2019, lors d'un vote symbolique. Mais Donald

Trump a toujours refusé d'utiliser le mot.

"C'est incontestablement une défaite diplomatique pour Ankara, analyse Didier Billion, spécialiste de la Turquie à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Mais des deux côtés, personne n'a intérêt à exacerber la nature des réponses. Les Turcs sont inquiets de ce que va devenir leur relation avec les États-Unis après la carte blanche que leur avait donnée Trump. Outre-Atlantique, la nouvelle administration a compris que le pays restait indispensable dans la région."

Les deux chefs d'État sont convenus de se rencontrer en juin, en marge du sommet de l'Otan à Bruxelles. Une entrevue qui s'annonce au minimum froide, sinon polaire.

9.Le Figaro

26 avril 2021

LA TURQUIE REJETTE LA DÉCISION DE L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE

(L'article est disponible en pièce jointe)

10.Nouvel Hay Magazine

27 avril 2021

Et maintenant ?

Que vont faire les Arméniens ?

Le président américain Joe Biden a reconnu, officiellement, au nom des États-Unis, le génocide des Arméniens [par le gouvernement « Jeunes Turcs » (s'appuyant sur l' « Organisation Spéciale » (Teshkilat i Mahsusa, en turc) des criminels sortis de prison, encadrés par des soldats turcs], en nommant les massacres par leur véritable nom : génocide.

Alors que vont faire les Arméniens ?

Attendre encore 106 ans pour que le président de Turquie prononce le mot génocide (Soykirim, en turc) ?

Ou bien avec toutes les associations arméniennes de la diaspora, tous les juristes, tous les politiques arméniens, tout le peuple arménien, celui de diaspora et celui d'Arménie va-t-elle passer à l'action ?

L'action :

On sait qu'OTC (Organisation Terre & Culture)/ LCO (Land and Culture Organization) aux USA, a fait l'inventaire des biens nationaux (monuments etc..) spoliés aux Arméniens.

Mais tous ceux qui ont des titres de propriété (tapu, en turc) rédigés en ottoman (alphabet arabe), vont-ils les faire traduire ?

Et tous ceux qui les ont déjà fait traduire en anglais, en français, en turc moderne... vont-ils chercher des avocats pour engager des procédures pour les récupérer auprès des tribunaux turcs d'abord (1ère instance, puis appel) ,puis à la Cour Européenne de Justice ? ...

11.Le Courrier d'Erevan

27 avril 2021

Le Premier ministre arménien démissionne avant les élections anticipées

Le 25 avril, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a démissionné, comme ceci est stipulé par la Constitution, avant des élections législatives anticipées.

Cette démission fait suite à une discussion du 18 mars dernier avec le Président de la République et les chefs des factions parlementaires, lorsque des élections législatives anticipées ont été annoncées pour le 20 juin 2021.

Pour rappel : selon la Constitution arménienne, des élections législatives anticipées ne sont possibles que lorsque le Premier ministre démissionne et que le Parlement n'élit pas deux fois le Premier ministre. Après cela, le Parlement est considéré comme dissous par la force de la loi et des élections législatives anticipées ont lieu.

12.Le Courrier d'Erevan

27 avril 2021

Poutine et Macron ont convenu de prendre des initiatives concrètes sur le conflit du Haut- Karabakh

Le Président français Emmanuel Macron et le Président russe Vladimir Poutine ont convenu de prendre des "initiatives concrètes" pour stabiliser la situation au Haut-Karabakh. Ceci a été déclaré par le service de presse de l'Elysée.

Concernant le problème du Caucase et la situation au Nagorny-Karabakh, Emmanuel Macron a en outre souligné la «nécessité d'avancer concrètement sur la question des prisonniers, le soutien humanitaire et la préservation du patrimoine ». « Les deux présidents sont convenus de relancer les efforts dans le cadre du groupe de Minsk pour parvenir à un règlement durable de la situation» et «des initiatives concrètes seront prises en ce sens dans les prochains jours », a précisé la présidence.

Pour rappel: le 24 avril 2021, le Premier ministre Nikol Pashinyan a eu des entretiens téléphoniques avec le Président russe Vladimir Poutine et le Président

français Emmanuel Macron.

13.Le Courrier d'Erevan

24 avril 2021

"La France a joué un rôle clé dans le processus de reconnaissance du génocide arménien"

Le Premier ministre Nikol Pashinyan a reçu Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, selon le bureau de presse du Premier ministre.

Le Premier ministre arménien et le secrétaire d'État français ont échangé leurs points de vue sur la situation établie à la suite de la guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh, le règlement du conflit du Haut-Karabakh et l'ouverture des communications régionales.

Nikol Pashinyan a donné la priorité à la stabilité régionale, au rapatriement des prisonniers de guerre arméniens détenus en Azerbaïdjan et à la reprise des négociations dans le cadre de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE. Le Premier ministre a exprimé sa profonde préoccupation face à la rhétorique anti-arménienne agressive continue de l'Azerbaïdjan, qui dévoile ses ambitions à l'égard du territoire souverain internationalement reconnu de l'Arménie. Le chef du gouvernement arménien a condamné l'inauguration du soi-disant « parc des trophées militaires » à Bakou, soulignant qu'une telle politique anti-arménienne ouverte est la raison la plus importante pour appliquer le principe de « sécession remède » dans le cas de l'Artsakh.

« La France a joué un rôle clé dans le processus de reconnaissance internationale du génocide arménien. Le mois de janvier de cette année a marqué le 20e anniversaire de l'adoption de la loi sur la reconnaissance du génocide arménien par la France. Un événement marquant a été la commémoration du 24 avril en tant que jour du souvenir du génocide arménien dans le calendrier de l'État français par le décret initié par le président Emmanuel Macron. Le peuple arménien est reconnaissant à la France amie pour sa solidarité », a précisé le Premier ministre arménien.

M. Jean-Baptiste Lemoyne a déclaré que c'était un honneur pour lui d'être avec l'Arménie et le peuple arménien demain 24 avril en tant que Représentant spécial du Président de la France et de participer aux événements commémoratifs. Il a souligné que cette année, la France assiste à la commémoration du génocide arménien au niveau des délégations des pouvoirs législatifs et exécutifs. Sensible à la tragédie qui a frappé le peuple arménien, la France exprime ainsi son soutien

et sa sympathie comme en témoigne vivement l'adoption d'une loi sur la reconnaissance du génocide arménien par la République française et par le fait que depuis 3 ans maintenant le 24 avril est commémoré comme le jour du souvenir du génocide arménien dans le calendrier de l'Etat français à l'initiative du Président Macron. Le Secrétaire d'État a indiqué que demain des événements commémoratifs se tiendraient également en France.

14. Les Nouvelles d'Arménie

27 avril 2021

Paylan présente au Parlement une mesure de reconnaissance du génocide

« Le 24 avril 1915 a été le jour du début de la Grande Calamité du peuple arménien », a déclaré Paylan lors d'une déclaration au Parlement ce même jour.

« Le peuple arménien a été exilé en masse de sa patrie, de son pays, de ses villes et villages, et une grande majorité d'entre eux ont été massacrés sur les routes de la déportation ».

« Des orphelins comme ma grand-mère ont survécu à ce massacre. Ces orphelins réclament justice depuis 106 ans. Ma grand-mère a quitté ce monde sans pouvoir voir la justice rendue. » Mon père, qui était de la deuxième génération, a également perdu la vie sans voir la justice rendue. En tant qu'Arménien de troisième génération de Turquie, je cherche à obtenir justice en Turquie, à la Grande Assemblée nationale de Turquie."

La proposition de loi soumise par Paylan stipule la reconnaissance du génocide, le retrait des noms des auteurs du génocide des lieux publics et une modification de la loi sur la citoyenneté.

Paylan a noté que si les parlements de nombreux pays dans le monde ont reconnu l'expulsion des Arméniens comme un génocide, ce qui importe vraiment est la reconnaissance par le parlement turc.

« Lorsque la Turquie affrontera le génocide arménien, ce que diront les autres parlements n'aura aucune importance. Le génocide arménien a été le sujet d'autres parlements, d'autres présidents pendant 106 ans parce qu'il a été nié. » Nous devons porter la douleur du peuple arménien sur la terre à laquelle il appartient, sur cette terre, en Turquie. Nous devons affronter la douleur du peuple arménien et soulager cette douleur par la justice."

15. Les Nouvelles d'Arménie

27 avril 2021

Erevan réagit avec prudence aux signaux d'Ankara en vue d'une normalisation (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Erevan réagit avec prudence aux signaux d'Ankara en vue d'une normalisation des relations arméno-turques

C'est la date anniversaire du génocide des Arméniens de l'Empire ottoman de 1915, marqué dans le deuil à Erevan et dans le déni à Ankara comme chaque année le 24 avril, que le président turc Erdogan a choisie pour inviter son voisin, et ennemi historique arménien, à normaliser des relations que la dernière guerre du Karabagh, à laquelle la Turquie a participé activement aux côtés de son allié azéri, ont amenées à un point de non retour... Un paradoxe qui paraît d'autant plus criant que la reconnaissance historique par le président américain Joe Biden a donné une résonance planétaire à cette commémoration et provoqué l'ire d'Ankara ! Et pourtant, peut-on vraiment s'en étonner, alors que l'« invitation » d'Ankara s'inscrit dans une stratégie visant à minimiser la portée de cette reconnaissance américaine, contre laquelle la classe politique turque ressoudée s'est certes dressée vent debout, à l'exception notable du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche pro-kurde), formation qui a d'ailleurs de son côté officiellement reconnu le génocide arménien, offrant ainsi une autre occasion au pouvoir turc pour mener à bien le processus visant à l'interdire ? Dans une lettre adressée ce week end au patriarche arménien d'Istanbul Sahak Mashalian, le président Erdogan, tout en présentant une nouvelle fois ses condoléances au peuple arménien pour le drame qu'il a subi il y a 106 ans, et dans lequel la Turquie, qu'elle soit ottomane ou républicaine, décline donc ainsi toute responsabilité, a mis en garde contre l'instrumentalisation de l'histoire « par des tiers », une approche que le chef spirituel des Arméniens de Turquie n'a pu que cautionner. Le président turc laissait du même coup entendre que ce génocide que la Turquie persiste à ne pas reconnaître n'avait qu'un caractère anecdotique et qu'elle ne devait s'interposer, non plus que des « tiers », dans les relations turco-arméniennes qu'il se montre quant à lui disposé, avec son gouvernement, à « développer » sur la base des « principes de bon voisinage et de respect mutuel ». Erdogan ne précisait pas si Ankara posait toujours quelques conditions préalables pour l'établissement de relations diplomatiques avec Erevan et la levée du blocus terrestre que la Turquie impose à l'Arménie depuis 1993 en solidarité avec l'Azerbaïdjan dans le cadre du conflit du Karabagh qui, s'il n'est pas réglé, a néanmoins évolué en faveur de Bakou depuis la guerre arméno-azérie de l'automne 2020.

Il reste que la proposition turque ne manque pas de cynisme, au regard justement

de la contribution active de la Turquie à cette guerre qui a fait bouger les lignes, et les frontières, en faveur de son allié azéri, qui aspire désormais à mettre en œuvre le scénario panturc d'une continuité territoriale aux dépens de l'Arménie. Les autorités arméniennes ne sont pas dupes. "Nous avons connaissance de la lettre du président turc et des dispositions dont il fait part", a indiqué le ministre arménien des affaires étrangères Ara Ayvazian en ajoutant : "Mais je dois dire que nous attachons de l'importance non seulement aux paroles, mais aussi aux actes". "Il y a déjà eu des messages similaires [d'Ankara] par le passé. Il y a même eu un texte bilatéral signé qui n'a jamais été appliqué", a poursuivi le chef de la diplomatie arménienne lors d'une conférence de presse donnée à Erevan aux côtés de son invité, le ministre lituanien des affaires étrangères Gabrielius Landsbergis, qui figurait d'ailleurs au nombre des personnalités étrangères qui se sont recueillies, le 24 avril, au mémorial du génocide de Tsitsernakapert. A. Ayvazian faisait référence aux protocoles arméno-turcs de 2008 sur la normalisation des relations bilatérales, textes qui sont restés lettre morte, le gouvernement d'Erdogan, alors premier ministre, ayant posé comme condition préalable à toute normalisation un règlement du conflit du Haut Karabagh conforme aux exigences de Bakou. Serge Sarkissian, le prédécesseur de l'actuel premier ministre arménien Nikol Pachinian, avait déclaré nul et non avvenu le processus en 2015, et les relations entre Ankara n'ont cessé de se dégrader, jusqu'à cette dernière guerre du Karabagh, que la Turquie a ouvertement encouragé l'Azerbaïdjan à déclarer contre les Arméniens. Mais si la situation dans la zone du conflit a évolué depuis dans le sens voulu par Erdogan, qui célébrait « sa » victoire en décembre 2020 à Bakou aux côtés du président azéri Aliev, Ankara n'a pas fait connaître sa position depuis sur une éventuelle normalisation de ses relations avec l'Arménie, qui se profile pourtant derrière l'accord de cessez-le-feu des 9-10 novembre 2020, dont les termes prévoient notamment une levée partielle du blocus imposé à l'Arménie par Bakou.

Cette ouverture des frontières prévue par l'accord arméno-azéri sous l'autorité de la Russie, est sujette à spéculations et demande à être clarifiée ; mais si un corridor relie l'Azerbaïdjan à la Turquie via l'Arménie, alors, en théorie, la Turquie devrait ouvrir sa frontière avec l'Arménie. C'est du moins ce qu'avait laissé entendre Pachinian. Mais dans le contexte actuel des relations arméno-turques, plombé par l'aide militaire massive de la Turquie, en armes comme en mercenaires djihadistes, à l'Azerbaïdjan, l'offre d'Erdogan se présente comme une provocation, et les dénégations répétées concernant le génocide ne tendent pas à les apaiser. Pour les dirigeants arméniens, la dernière guerre résultait

d'une "agression turco-azerbaïdjanaise" contre l'Arménie et le Karabagh. Ils l'ont dit et répété, et A. Ayvazian rappelait le mois dernier encore que le gouvernement turc devait mettre un terme à sa politique "hostile" à l'encontre de l'Arménie s'il entendait contribuer à la paix et à la stabilité dans la région. Et il n'a pas manqué de saluer la déclaration du président Biden en hommage aux victimes du génocide arménien, en soulignant que par cet acte de reconnaissance, le président américain apportait son éminente contribution aux efforts internationaux visant à empêcher la répétition de tels crimes... Des crimes dont, rappelons-le, les Arméniens ont craint l'automne dernier que la Turquie encore et son allié azéri les répètent, près de 106 ans après, contre les Arméniens encore, au Karabagh !

16. Les Nouvelles d'Arménie

27 avril 2021

Bakou condamne, sans surprise, la déclaration de Joe Biden... et courtise (...) - Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

"Bakou condamne, sans surprise, la déclaration de Joe Biden... et courtise Israël
Comme on pouvait le prévoir, les autorités d'Azerbaïdjan ont condamné la reconnaissance du génocide arménien par le président américain Joe Biden dans son message du 24 avril en hommage aux victimes arméniennes des massacres et déportations organisés par les autorités ottomanes dans l'est de l'Anatolie. Affichant une solidarité sans faille avec la Turquie, dont il partage la lecture et la réécriture de l'histoire régionale, le président azéri Ilham Aliyev a eu Samedi 24 avril un entretien téléphonique avec son homologue et allié turc Recep Tayyip Erdogan à qui il a fait part de la position de l'Azerbaïdjan concernant la déclaration du président Biden, qui a accédé à la Maison Blanche en janvier. Il a bien sûr souligné que cette décision était erronée, et constituait une erreur historique. Le président Aliyev a ajouté que l'Azerbaïdjan tenait cette déclaration pour inacceptable et était convaincu qu'elle compromettait dangereusement les tendances à la coopération à l'œuvre dans la région. Le même jour, le ministère des affaires de l'Azerbaïdjan diffusait une déclaration pour dénoncer la déclaration du président américain comme une tentative de déformer les faits historiques concernant les événements de 1915. Il répétait notamment l'argument rebâché de la Turquie selon lequel ces événements sont du ressort des "historiens, non des politiciens". " Pourtant, c'est connu, l'Arménie cherche à tirer profit de ces événements et à se présenter comme un pays opprimé, et n'a pas accepté la proposition de la Turquie de confier une enquête sur les événements de cette période à une commission mixte d'historiens", indique le communiqué du

ministère azéri. La falsification de l'histoire, les tentatives de "réécriture de l'histoire" et son utilisation à des fins de pression politique sont inacceptables", conclut le communiqué.

Bakou en a profité pour rappeler ses liens avec Israël. La coïncidence mérite d'être soulignée alors que l'Etat hébreu, comme on pouvait s'en douter aussi, a préféré comme d'habitude recourir à des formules elliptiques pour désigner le drame arménien de 1915, qu'il ne se résout pas à qualifier de génocide. Et ce n'est pas Joe Biden, dont le premier ministre israélien conservateur Benjamin Natanyahou, très proche de Donald Trump, avait accueilli l'élection avec un manque d'enthousiasme manifeste, qui allait le faire changer d'avis. Le ministère israélien des affaires étrangères a donc dans un communiqué en date du 24 avril, déplore les "souffrances terribles" endurées par les Arméniens de l'Empire ottoman au début du 20e siècle, en ajoutant que les nations du monde devraient faire en sorte que de telles tragédies ne se répètent pas. Mais malgré le froid persistant dans les relations entre Israël et la Turquie, qui était le principal allié musulman de l'Etat hébreu jusqu'en 2010, les autorités israéliennes n'ont pas sauté le pas pour reconnaître le génocide arménien. Elles ne désespèrent pas de se réconcilier avec la Turquie qui, tout en se posant comme la meilleure avocate des Palestiniens - du Hamas- a d'ailleurs manifesté en décembre, après une série de signaux, son intention de renouer le dialogue avec Israël. Et l'Azerbaïdjan, qui a pour sa part maintenu d'excellentes relations avec Israël, dont il est l'un des principaux fournisseurs en gaz naturel et l'un des plus gros acheteurs d'armes, notamment ces drones israéliens qui ont fait des ravages, avec les drones turcs, dans les rangs arméniens lors de la dernière guerre du Karabagh, se verrait bien en réconciliateur de la Turquie et d'Israël. Hukmet Hajiyevev, l'un des plus influents conseillers d'Aliev en politique étrangère, rappelant que la "Turquie est un pays frère et Israël notre partenaire stratégique", a indiqué que l'Azerbaïdjan est prêt à accueillir les leaders de Turquie et d'Israël pour un sommet trilatéral. "Nous souhaitons que nos amis soient aussi amis entre eux", a souligné le diplomate. Quelle meilleure occasion que la commémoration d'un génocide arménien dont Bakou et Ankara nient l'existence pour rappeler l'amitié historique qui lie l'Azerbaïdjan et la Turquie à Israël et à son peuple, victime de l'holocauste, et chercher à le détourner ainsi de son devoir moral de reconnaissance du génocide arménien ? L'Azerbaïdjan, dont les autorités ne tarissent pas d'éloge pour la communauté juive, dans leur propagande exaltant la prétendue tolérance religieuse regnant dans leur pays, se rachète ainsi une conscience sur le dos de l'Etat hébreu, dans un vain effort pour conjurer le spectre du génocide arménien

hantant la Turquie....

17.Les Nouvelles d'Arménie

27 avril 2021

Les Azéris avancent de 370 mètres vers Nor Kazanchi

Les Azerbaïdjanais ont avancé de 370 mètres en direction du village de Nor Kazanchi dans la région de Martakert. Lors d'une conversation avec « Aparazh », le chef de la communauté Ruslan Arstamyan a déclaré que les Azerbaïdjanais avaient déplacé leurs positions sous le couvert de la nuit.

« Leur position était située à 1,5 km de l'intersection Vank-Drmbon. La deuxième position a également été déplacée. Vérifiés par GPS, ils avancent de 370 mètres et prennent position. Ils ont exigé de déplacer les deux positions arméniennes de 300 mètres vers le village, auquel cas ils se retireraient également. Et il y a deux heures, nous avons parlé avec le commandant des Casques bleus russes sur place, ont-ils dit, laissez nos dirigeants et leurs dirigeants résoudre ce problème », a déclaré Ruslan Arstamyan, rapporte Iragir.

Les azéris auraient agi sur ordre.

...

[